



COMPAGNIE GENERALE DE GEOPHYSIQUE-VERITAS

Résultats détaillés du 1^{er} trimestre 2009

14 mai 2009

TABLE DES MATIERES

CONSIDERATIONS PROSPECTIVES	3
PARTIE 1 : COMPTES CONSOLIDES	5
Bilans consolidés au 31 mars 2009 non audité et au 31 décembre 2008	5
Comptes de résultat trimestriels consolidés non audités au 31 mars 2009 et 2008	6
Tableaux de flux de trésorerie consolidés non audités pour les périodes closes au 31 mars 2009 et 2008	7
Comptes de résultat étendu consolidés pour les périodes closes au 31 mars 2009 et 2008	8
Notes annexes aux comptes consolidés non audités	9
PARTIE 2 : PRESENTATION ET ANALYSE DU CONTEXTE ET DES RESULTATS DES OPERATIONS	18
PARTIE 3 : PROCEDURES ET CONTROLES RELATIFS A LA COMMUNICATION D'INFORMATION	27

CONSIDERATIONS PROSPECTIVES

Ce document comprend des considérations prospectives. Ces considérations sont fondées sur la vision de la direction du Groupe et sur des hypothèses faites quant à la réalisation d'évènements futurs.

Ces considérations prospectives sont dépendantes de risques, d'incertitudes et d'hypothèses qui concernent notamment :

- Les évènements pouvant affecter nos opérations internationales ;
- La capacité à développer une stratégie intégrée pour CGGVeritas ;
- Les possibles difficultés et délais à réaliser les synergies et à maîtriser les coûts ;
- La dépréciation des écarts d'acquisition ;
- Le montant substantiel de l'endettement de CGGVeritas ;
- L'évolution de la situation internationale sur les plans économique et politique, et en particulier l'évolution des prix du pétrole et du gaz ;
- L'exposition au risque de crédit-clients ;
- L'exposition au risque de taux d'intérêt ;
- L'exposition au risque de marché des changes ;
- L'exposition au risque de crédit et de contrepartie ;
- La capacité de financer les opérations dans des conditions satisfaisantes ;
- Le développement et l'acceptation des nouveaux équipements et services de CGGVeritas ;
- La complexité des produits commercialisés ;
- Les fluctuations de la demande pour les services et équipements sismiques ;
- La concurrence dans le secteur ;
- Les risques sociaux, politiques et économiques liés aux opérations de CGGVeritas ;
- Les coûts et risques associés aux obligations des engagements de retraite et de fin d'activité ;
- Les changements de régulations existantes et de normes techniques ;
- Les litiges existants et futurs ;
- Les difficultés et coûts engendrés par la protection des droits de propriété intellectuelle et l'exposition au risque de plaintes d'autres opérateurs ;
- Les coûts de conformité aux réglementations sur l'environnement, la santé et la sécurité ;
- La survenance et l'ampleur des fluctuations de taux de change et de taux d'intérêts ;
- La pertinence de notre évaluation des risques liés aux acquisitions, projets et contrats et la possibilité que ces risques se matérialisent ;
- La capacité à intégrer avec succès les activités ou les actifs acquis ;
- La capacité à contrôler les partenariats existants ou futurs ;
- La capacité à vendre les données de la librairie multi-clients ;
- Les difficultés et les coûts liés à l'accès à de nouveaux navires ou de façon temporaire ou permanente à réduire la flotte ;
- La possibilité de mettre fin de façon unilatérale à certain des contrats en carnet de commande par nos clients;
- Les fluctuations de valeurs de nos participations ;
- La capacité à accéder aux marchés d'endettement et d'instruments financiers durant la période couverte par ces considérations prospectives qui dépendra des conditions générales de marché et de la notation de l'endettement de CGGVeritas ;
- Le succès dans la gestion des risques courants.

Il n'est pas pris ici l'engagement d'actualiser ou de réviser ces considérations prospectives en fonction de telle ou telle nouvelle information et de l'occurrence de tel ou tel évènement. Eu égard aux divers risques, incertitudes et hypothèses évoqués, les considérations prospectives mentionnées dans le présent document peuvent par ailleurs ne pas se réaliser.

Certains de ces risques sont décrits de manière détaillée dans le rapport annuel « Document de Référence » pour l'exercice clos le 31 décembre 2008 et qui a été déposé à l'Autorité des Marchés Financiers le 22 avril 2009. Ce document est disponible sur le site internet www.cggveritas.com. Une copie de ce document, qui inclut un jeu complet d'états financiers consolidés audités, peut être demandée en contactant le Service Relations Investisseurs au +33 1 64 47 38 31 ou en envoyant un mail à invreparis@cggveritas.com ou invrelhouston@cggveritas.com ou en écrivant à l'adresse suivante : CGG Veritas – Service Relations Investisseurs – Tour Maine Montparnasse 33 avenue du Maine – 75015 PARIS – France.

PARTIE I : COMPTES CONSOLIDES

BILANS CONSOLIDES

Montants en millions de	31 mars 2009 (non audité)		31 décembre 2008	
	€	US\$ (1)	€	US\$ (2)
ACTIF				
Disponibilités et titres de placement à court terme	418,1	556,4	516,9	719,4
Clients et comptes rattachés.....	705,1	938,4	712,3	991,4
Stocks et travaux en cours	278,4	370,5	287,9	400,7
Actifs d'impôt.....	84,4	112,3	102,2	142,2
Autres actifs courants	115,3	153,4	101,5	141,2
Actifs destinés à la vente	8,0	10,7	7,6	10,6
Total actif courant	1 609,3	2 141,7	1 728,4	2 405,5
Impôts différés actif.....	71,1	94,7	109,2	151,9
Participations et autres immobilisations financières	28,5	38,0	26,2	36,4
Sociétés mises en équivalence	77,9	103,7	72,9	101,5
Immobilisations corporelles, nettes	871,9	1 160,4	822,4	1 144,5
Immobilisations incorporelles, nettes	875,2	1 164,8	820,0	1 141,2
Ecarts d'acquisition des sociétés consolidées	2 157,5	2 871,3	2 055,1	2 860,1
Total actif non-courant	4 082,1	5 432,9	3 905,8	5 435,6
TOTAL ACTIF	5 691,4	7 574,6	5 634,2	7 841,1
PASSIF				
Concours bancaires court terme.....	9,8	13,0	8,2	11,4
Dettes financières – part court terme	183,1	243,7	241,5	336,1
Fournisseurs et comptes rattachés.....	266,9	355,3	282,2	398,4
Dettes sociales	127,0	169,0	144,3	200,8
Impôts sur les bénéfices à payer	57,7	76,7	85,5	119,0
Acomptes clients	27,4	36,5	43,5	60,5
Provisions – part court terme	20,1	26,8	20,7	28,8
Autres passifs courants	150,1	199,9	173,3	241,2
Total passif courant.....	842,1	1 120,9	1 003,2	1 396,2
Impôts différés passif.....	197,7	263,2	223,8	311,5
Provisions – part long terme	78,9	105,0	82,4	114,6
Dettes financières long terme	1 365,3	1 817,0	1 296,3	1 804,0
Autres passifs non courants	31,8	42,5	29,9	41,6
Total dettes et provisions non-courantes	1 673,7	2 227,7	1 632,4	2 271,7
Capital social : 276 413 038 actions autorisées et 150 617 709 émises au nominal de 0,40 € au 31 mars 2009 et au 31 décembre 2008	60,2	80,2	60,2	83,8
Primes d'émission et d'apport	1 964,7	2 614,6	1 964,7	2 734,2
Réserves consolidées	1 138,6	1 515,3	799,4	1 112,6
Titres d'autocontrôle.....	(18,4)	(24,5)	(18,1)	(25,1)
Résultat de la période – part du Groupe.....	52,7	70,0	332,8	463,1
Résultats comptabilisés directement en capitaux propres	1,5	2,0	(2,5)	(3,5)
Ecarts de conversion.....	(65,6)	(87,3)	(176,4)	(245,5)
Total capitaux propres – part du Groupe.....	3 133,7	4 170,3	2 960,1	4 119,6
Intérêts minoritaires.....	41,9	55,7	38,5	53,6
Total capitaux propres	3 175,6	4 226,0	2 998,6	4 173,2
TOTAL PASSIF	5 691,4	7 574,6	5 634,2	7 841,1

(1) Les montants en dollar US représentent les montants en Euro convertis au taux de clôture de 1,331 US\$ pour 1 €

(2) Les montants en dollar US représentent les montants en Euro convertis au taux de clôture de 1,392 US\$ pour 1 €

COMPTES DE RESULTAT CONSOLIDES NON AUDITES

	Au 31 mars			
	2009		2008	
Excepté pour les données par action, en millions de	€	US\$ (1)	€	US\$ (2)
Chiffre d'affaires	648,5	851,2	585,0	872,8
Autres produits des activités ordinaires	0,8	1,0	0,3	0,5
Total produits des activités ordinaires	649,3	852,2	585,3	873,3
Coût des ventes	(454,0)	(595,9)	(384,9)	(574,3)
Marge brute	195,3	256,3	200,4	299,0
Coûts nets de recherche et développement	(16,1)	(21,2)	(16,5)	(24,5)
Frais généraux, commerciaux et administratifs.....	(66,7)	(87,6)	(62,8)	(93,7)
Autres produits et charges, nets	(12,2)	(16,0)	2,2	3,3
Résultat d'exploitation	100,3	131,5	123,3	184,1
Coût de l'endettement financier brut.....	(27,1)	(35,5)	(24,9)	(37,2)
Produits financiers sur la trésorerie.....	0,9	1,2	2,0	3,0
Coût de l'endettement financier net	(26,2)	(34,3)	(22,9)	(34,2)
Autres produits (charges) financiers	2,4	3,1	(1,2)	(1,8)
Résultat courant des entreprises intégrées	76,5	100,3	99,2	148,1
Impôts différés sur les variations de changes.....	0,3	0,4	1,6	2,4
Autres impôts sur les bénéfices.....	(23,2)	(30,5)	(39,7)	(59,2)
Total impôts sur les bénéfices	(22,9)	(30,1)	(38,1)	(56,8)
Résultat net des entreprises intégrées	53,6	70,2	61,1	91,3
Résultat des sociétés mises en équivalence.....	0,4	0,5	2,9	4,2
Résultat net de l'ensemble consolidé	54,0	70,7	64,0	95,5
<i>Attribué aux :</i>				
<i>Actionnaires</i>	52,7	69,1	62,6	93,4
<i>Intérêts minoritaires</i>	1,3	1,6	1,4	2,1
Nombre moyen pondéré d'actions émises (3).....	150 617 709	150 617 709	137 295 995	137 295 995
Nombre moyen d'actions liées aux stock-options (3).....	281 467	281 467	799 467	799 467
Nombre moyen d'actions liées aux attributions d'actions gratuites (3)	806 500	806 500	871 938	871 938
Nombre moyen ajusté d'actions après prise en compte des actions potentiellement dilutives (3)	151 705 676	151 705 676	138 967 400	138 967 400
Résultat net attribuable aux actionnaires				
Base	0,35	0,46	0,46	0,68
Dilué	0,35	0,46	0,45	0,67

(1) Les montants en dollar US représentent les montants en Euro convertis au taux moyen de 1,313 US\$ pour 1€ sur la période

(2) Les montants en dollar US représentent les montants en Euro convertis au taux moyen de 1,492 US\$ pour 1€ sur la période

(3) Le nombre d'actions pour la période du 31 mars 2008 a été retraité afin de tenir compte de la division par 5 du nominal intervenue le 3 juin 2008

TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES NON AUDITES

Au 31 mars

2009 2008

Montants en millions de	2009		2008	
	€	US\$ (1)	€	US\$ (2)
EXPLOITATION				
Résultat net (intérêts minoritaires inclus).....	54,0	70,7	64,0	95,5
Amortissements et dépréciations.....	67,6	88,7	47,8	71,3
Dépréciation des études multi-clients.....	40,4	53,0	52,9	78,9
Augmentation (diminution) des provisions.....	(3,7)	(4,9)	(0,9)	(1,3)
Annulation des charges liées aux stock-options.....	6,9	9,1	5,8	8,7
(Plus) et moins values de cessions d'actif.....	1,3	1,6	1,4	2,1
Résultat des mises en équivalence.....	(0,4)	(0,5)	(2,9)	(4,2)
Dividendes reçus.....	-	-	1,1	1,6
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie.....	3,9	5,4	1,8	2,7
Flux de trésorerie net incluant le coût de la dette.....	170,0	223,1	171,0	255,3
Annulation du coût de la dette financière nette.....	26,2	34,3	22,9	34,2
Annulation de la charge d'impôt.....	22,9	30,1	38,1	56,8
Flux de trésorerie net hors coût de la dette.....	219,1	287,5	232,0	346,3
Impôt décaissé.....	(36,0)	(47,4)	(13,4)	(20,0)
Flux de trésorerie net avant variation du besoin en fonds de roulement.....	183,1	240,1	218,6	326,3
<i>Variation des actifs et passifs circulants :</i>				
- (augmentation) diminution des clients et comptes rattachés.....	(6,6)	(8,7)	(27,1)	(40,4)
- (augmentation) diminution des stocks et travaux en cours.....	13,3	17,4	(5,1)	(7,6)
- (augmentation) diminution des autres actifs circulants.....	(13,9)	(18,2)	2,2	3,3
- augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés.....	(41,9)	(55,1)	3,9	5,8
- augmentation (diminution) des autres passifs circulants.....	(29,9)	(39,2)	(5,7)	(8,5)
- impact du change sur les actifs et passifs financiers.....	(10,7)	(14,0)	(9,6)	(14,5)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation.....	93,4	122,3	177,2	264,4
INVESTISSEMENT				
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, net des variations de fournisseurs d'immobilisations.....	(40,6)	(53,3)	(41,5)	(61,9)
Investissements dans études multi-clients.....	(69,5)	(91,2)	(97,3)	(145,2)
Valeurs de cession des immobilisations corporelles et incorporelles.....	0,3	0,4	0,3	0,4
Acquisition de titres consolidés nette de trésorerie acquise.....	(59,5)	(78,1)	-	-
Variation de périmètre de consolidation.....	(2,0)	(2,6)	-	-
Variation des avances reçues.....	1,8	2,4	(0,9)	(1,3)
Variation des subventions.....	-	-	-	-
Variation des autres actifs financiers.....	-	-	(3,5)	(5,1)
Flux de trésorerie affectés aux investissements.....	(169,5)	(222,4)	(142,9)	(213,1)
FINANCEMENT				
Remboursement d'emprunts.....	(24,3)	(31,9)	(4,7)	(7,0)
Nouveaux emprunts.....	0,2	0,3	-	-
Paiement du principal des contrats de crédit-bail.....	(7,3)	(9,6)	(4,5)	(6,7)
Augmentation (diminution) nette des découverts bancaires.....	1,2	1,6	(9,8)	(14,5)
Charges d'intérêt payées.....	(11,3)	(14,8)	(9,7)	(14,5)
<i>Augmentation de capital :</i>				
- par les actionnaires.....	-	-	0,8	1,2
- par les intérêts minoritaires des sociétés intégrées.....	-	-	-	-
Acquisition et cession des titres d'auto détention.....	(0,3)	(0,4)	(10,7)	(16,0)
Flux de trésorerie provenant des opérations de financement.....	(41,8)	(54,8)	(38,6)	(57,5)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie.....	19,1	(8,1)	(12,9)	6,7
Variation de trésorerie.....	(98,8)	(163,0)	(17,2)	0,5
Trésorerie à l'ouverture.....	516,9	719,4	254,3	374,4
Trésorerie à la clôture.....	418,1	556,4	237,1	374,9

(1) Les montants en dollar US représentent les montants en Euro convertis au taux moyen de 1,313 US\$ pour 1 € sur la période (excepté la trésorerie convertie au taux de clôture de 1,331 US\$ pour 1 € au 31 mars 2009 et de 1,392 US\$ pour 1 € au 31 décembre 2008).

(2) Les montants en dollar US représentent les montants en Euro convertis au taux moyen de 1,492 US\$ pour 1 € sur la période (excepté la trésorerie convertie au taux de clôture de 1,581 US\$ pour 1 € au 31 mars 2008 et de 1,472 US\$ pour 1 € au 31 décembre 2007).

COMPTES DE RESULTAT ETENDUS CONSOLIDES NON AUDITES

en millions d'euros	Au 31 mars	
	2009	2008
Résultat net de l'ensemble consolidé	54,0	64,0
Produits (charges) sur couverture des flux de trésorerie	5,9	6,9
Impôts	(1,8)	(2,8)
Produits (charges) nets sur couverture des flux de trésorerie	4,1	4,1
Produits (charges) sur les titres disponibles à la vente	-	(9,6)
Impôts	-	-
Produits (charges) nets sur les titres disponibles à la vente	-	(9,6)
Produits (charges) sur écarts actuariels des plans de retraite	(0,1)	-
Impôts	-	-
Produits (charges) nets sur écarts actuariels des plans de retraite	(0,1)	-
Variation de l'écart de conversion	112,9	(155,4)
Autres produits (charges) étendus de la période nets d'impôts	116,9	(160,9)
Résultat net étendu de la période	170,9	(96,9)
<i>Attribué aux :</i>		
<i>Actionnaires</i>	167,5	(96,7)
<i>Intérêts minoritaires</i>	3,4	(0,2)

Voir ci-après les notes annexées aux comptes consolidés non audités

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES (NON AUDITEES)

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES

La Compagnie Générale de Géophysique Veritas, S.A. (« la Compagnie ») et ses filiales (constituant ensemble « le Groupe ») est un acteur dans l'industrie des services géophysiques et la fabrication d'équipements géophysiques, fournissant une large gamme de services pour l'acquisition, le traitement et l'interprétation de données sismiques ainsi que les logiciels de traitement et d'interprétation des données principalement aux clients du secteur de la production et de l'exploration du gaz et du pétrole.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe publiés pour la période close le 31 mars 2009 sont établis suivant les normes comptables internationales intitulées « International Financial Reporting Standards » (IFRS) et leurs interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et intégralement adoptées par la Commission Européenne par le règlement 1126/2008 du 3 novembre 2008. Ces normes et interprétations sont disponibles en français sur le site <http://eur-lex.europa.eu/JOHtml.do?uri=OJ%3AL%3A2008%3A320%3ASOM%3AFR%3AHTML>

Pour établir les Etats Financiers conformément au référentiel IFRS, certains éléments du bilan, du compte de résultat et des informations annexes sont déterminés par la Direction du Groupe à partir de jugements et d'estimations et sur la base d'hypothèses. Les chiffres réels peuvent donc différer de façon significative des données estimées en raison de changement des conditions économiques, de modification des lois et règlements, de changement de stratégie et de l'imprécision inhérente à l'utilisation de données estimées.

Les Etats Financiers ont été préparés selon la méthode du coût historique, excepté pour certains éléments de l'actif et du passif évalués à la juste valeur.

Principaux principes comptables

Les principes comptables appliqués par le Groupe dans le cadre de la préparation des comptes consolidés intermédiaires au 31 mars 2009 sont appliqués en conformité avec la norme IAS 34.

Ces principes comptables sont identiques à ceux qui ont été retenus pour la préparation des comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2008, décrits dans le rapport annuel 20-F pour l'exercice 2008 déposé auprès de la SEC le 22 avril 2009 et le Document de Référence déposé auprès de l'AMF le même jour, à l'exception des normes et interprétations nouvellement adoptées :

- Amendements d'IAS 32 et IAS 1 - Instruments financiers remboursables et obligations naissant lors de la liquidation
- Amendements d'IAS 27 et IFRS 1 – Coût d'un investissement dans une filiale, une entité sous contrôle conjoint ou une partie liée
- Amendement d'IAS 1 - Présentation des états financiers (révisée)
- Améliorations des IFRS 2008 (excepté l'amendement de IFRS 5)
- Amendement d'IAS 23 - Coûts d'emprunts
- Amendement d'IFRS 2 - Paiements fondés sur des actions : conditions d'acquisition et annulations
- Amendements d'IAS 39 - Reclassement des actifs financiers
- IFRIC 13 - Programmes de fidélisation de la clientèle
- IFRIC 14 - IAS 19 - Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction

Ces principes ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB dans la mesure où l'application des normes et interprétations suivantes, obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009, mais qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 31 décembre 2009 est sans incidence sur les comptes du Groupe :

- IFRIC 15 - Accords de construction de biens immobiliers
- IFRIC 16 - Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger
- IFRIC 12 - Accords de concessions de services publics – adopté par l'union européenne en mars 2009, mais applicable à compter du 1^{er} janvier 2010.

En outre, le groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne:

- IFRS 3 (Révisée) - Regroupements d'entreprises
- Amendements d'IAS 27 - États financiers consolidés et individuels
- Amendements d'IAS 39 - Instruments financiers : comptabilisation et évaluation : Eléments éligibles à la couverture

- Dérivés incorporés – amendements de IFRIC 9 et IAS 39 (mars 2009)
- Amélioration des informations fournies sur les instruments financiers – amendement de IFRS 7 (mars 2009)
- IFRIC 17 - Distributions en nature aux propriétaires
- IFRIC 18 – Transfert d’actifs en provenance de clients

Chiffre d’affaires

Le chiffre d’affaires est reconnu lorsqu’il peut être estimé de manière fiable, lorsqu’il est probable que tous les avantages économiques associés à la transaction vont bénéficier au Groupe et lorsque les coûts associés à la transaction (supportés ou restant à supporter) peuvent être mesurés de manière fiable.

— Etudes multi-clients

Les études multi-clients représentent des études sismiques pour lesquelles une licence d’utilisation est cédée aux clients de façon non-exclusive. L’ensemble des coûts liés à l’acquisition, au traitement et à la finalisation des études est comptabilisé en immobilisations incorporelles. Les études multi-clients sont valorisées sur la base des coûts précédents moins les amortissements cumulés ou à leur juste valeur si cette dernière est inférieure. Le Groupe examine la librarie des études pour toute dépréciation potentielle des études indépendantes dans une logique de continuité d’exploitation.

Le chiffre d’affaires généré par les études multi-clients est composé des préfinancements et de la vente de licences d’utilisation après achèvement des études (« après-ventes »).

Préfinancements — d’une manière générale, le Groupe obtient des engagements d’achats de la part de clients avant l’achèvement même de l’étude sismique. Ces engagements couvrent tout ou partie des blocs de la zone d’étude. En contrepartie, le client est généralement habilité à intervenir directement dans la définition ou à participer aux spécifications du projet, et autorisé à accéder en priorité aux données acquises, le plus souvent à des conditions préférentielles d’achat. Les préfinancements sont reconnus en chiffre d’affaires selon la méthode à l’avancement, c’est à dire en fonction de l’avancement physique dudit projet. Le Groupe comptabilise les paiements qu’il reçoit durant les périodes de mobilisations comme des avances et ces paiements sont présentés dans le bilan en « Acomptes clients ».

Après-ventes — d’une manière générale, le Groupe accorde une licence d’utilisation permettant un accès non-exclusif à des données sismiques correctement formatées et dûment définies issues de la bibliothèque d’études multi-clients, en contrepartie d’un paiement fixe et déterminé. Le Groupe comptabilise le chiffre d’affaires à la signature du contrat et lorsque le client a accès aux données. Le client dispose d’un délai de 30 jours après signature et accès aux données pour exercer la garantie portant sur l’absence de défauts techniques du support sur lequel les données sont transmises (une bande magnétique). Si la garantie est exercée, le Groupe fournira les mêmes données sur une nouvelle bande magnétique. Le coût de la nouvelle bande est négligeable.

Après-ventes sur des contrats multi-blocs — le Groupe conclut des accords dans lesquels il octroie des licences d’accès pour un nombre déterminé de blocs de la bibliothèque d’études multi-clients. Ces contrats permettent au client de sélectionner des blocs spécifiques et d’accéder aux données sismiques correspondantes pour une durée limitée. Le Groupe comptabilise le chiffre d’affaires dès que le client a accès aux données et que le chiffre d’affaires peut être estimé de manière fiable. Le client dispose d’un délai de 30 jours après signature et accès aux données pour exercer la garantie portant sur l’absence de défauts techniques du support sur lequel les données sont transmises (une bande magnétique). Si la garantie est exercée, le Groupe fournira les mêmes données sur une nouvelle bande magnétique. Le coût de la nouvelle bande magnétique est négligeable.

— Etudes exclusives

Le Groupe réalise des services sismiques — acquisition, traitement, pour le compte de clients donnés. Le Groupe comptabilise le chiffre d’affaires lorsque ces services sont contractuellement exécutés selon la méthode à l’avancement, c’est-à-dire en fonction du taux d’exécution du contrat apprécié sur la base de coûts engagés en fonction de la réalisation effective de la prestation de services sur les coûts totaux estimés.

La facturation et les coûts relatifs aux transits des navires sismiques au démarrage de l’étude sont différés et reconnus sur la durée du contrat au rythme de l’avancement technique. Dans certains contrats d’études exclusives et dans un nombre limité d’études multi-clients, le Groupe s’engage à respecter certains objectifs. Le Groupe diffère la reconnaissance du chiffre d’affaires sur ces contrats jusqu’à ce que tous les objectifs, qui donnent au client un droit d’annulation ou de remboursement, soient atteints.

— Autres services géophysiques

Le chiffre d’affaires provenant des autres services géophysiques est comptabilisé dans le compte de résultat lorsque les services géophysiques ont été réalisés et, dans le cadre de contrats long-terme, suivant la méthode à l’avancement à la date de clôture.

— Vente de matériel

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel est comptabilisé dans le compte de résultat quand le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs liés à la propriété du matériel est effectif, lors de la livraison aux clients. Les acomptes et avances versés par les clients sont enregistrés en passifs courants.

— Vente de logiciels et de matériel informatique

Le chiffre d'affaires provenant de la vente de matériel informatique ou de logiciel est comptabilisé dans le compte de résultat quand le transfert à l'acheteur des risques et avantages significatifs liés à la propriété du matériel est effectif, lors de l'acceptation du produit par le client, dès lors que le Groupe n'a plus d'obligations résiduelles significatives. Les acomptes et avances versés par les clients sont enregistrés en passifs courants.

Si la vente d'un logiciel ou d'un matériel informatique nécessite un aménagement particulier qui entraîne une modification ou une adaptation du produit, l'ensemble est comptabilisé, comme pour un contrat de prestation classique selon la méthode à l'avancement.

Si le contrat comporte de multiples sections (par exemple mises à jour ou améliorations, support client post-contractuel telle la maintenance, ou des services), le revenu est décomposé et affecté aux différents éléments du contrat sur la base de leur juste valeur respective, qui peut être différente de la ventilation indiquée dans le contrat. Chaque élément est comptabilisé selon la règle applicable à chaque section.

Le chiffre d'affaires relatif à la maintenance concerne notamment des contrats « support-clients » post livraison et est enregistré en « acomptes clients » et rattaché en produits au compte de résultat de manière linéaire sur la durée du contrat.

Etudes multi-clients

Les études multi-clients représentent des études sismiques pour lesquelles une licence d'utilisation est cédée aux clients de façon non-exclusive. L'ensemble des coûts liés à l'acquisition, au traitement et à la finalisation des études est comptabilisé en immobilisations incorporelles. Les études multi-clients sont valorisées sur la base des coûts précédents moins les amortissements cumulés ou à leur juste valeur si cette dernière est inférieure. Le Groupe examine la librairie des études pour toute dépréciation potentielle des études indépendantes dans une logique de continuité d'exploitation.

Les études multi-clients sont amorties sur la période attendue de commercialisation des données au prorata du chiffre d'affaires comptabilisé par rapport au chiffre d'affaires total estimé.

Le Groupe retient quatre taux d'amortissement différents selon les catégories d'études : 50%, 75%, 80% ou 83,3% du chiffre d'affaires.

Les études multi-clients sont classées dans une même catégorie lorsqu'elles sont situées dans une même zone géographique avec les mêmes perspectives de ventes, ces estimations étant généralement fondées sur les historiques de ventes.

Pour toute catégorie d'études et à compter de la date de livraison, un amortissement linéaire minimum sur une période de cinq ans est pratiqué si le total cumulé d'amortissements déterminé à partir des ventes est inférieur à cet amortissement.

Les études multi-clients acquises dans le cadre de la fusion avec Veritas et ayant fait l'objet d'une révision de valeur nette comptable dans le cadre du processus d'allocation du prix d'acquisition sont amorties sur la base de 65% du chiffre d'affaires et dépréciées étude par étude en cas d'indication de perte de valeur.

Du 12 janvier 2007 au 1^{er} octobre 2007, il a été appliqué un taux d'amortissement de 66,6% du chiffre d'affaires au lieu de 50% pour une certaine catégorie d'études. L'impact de ce changement d'estimation appliqué à compter du 1^{er} octobre 2007 est une réduction du montant des amortissements de 3,1 M€ au 31 décembre 2007.

Dépenses de développement

Les dépenses de recherche et développement, engagées dans le but d'acquérir un savoir-faire technique ou scientifique, sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « Coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement, si elles concernent la découverte ou l'amélioration d'un processus, sont capitalisées si les critères suivants sont réunis :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable,
- la faisabilité technique du projet est démontrée,
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles,
- il est probable que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs. Le groupe doit démontrer, entre autres choses, l'existence d'un marché pour la production issue de l'immobilisation incorporelle ou pour l'immobilisation incorporelle elle-même ou, si celle-ci doit être utilisée en interne, son utilité.

Les dépenses capitalisées comprennent le coût des matériels, les salaires directs, ainsi qu'un prorata approprié de charges indirectes. Toutes les autres dépenses de développement sont enregistrées en charges de l'exercice où elles sont encourues, dans le poste « Coûts nets de recherche et développement ».

Les dépenses de développement capitalisées sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées.

Les coûts de développement capitalisés sont amortis sur 5 ans.

Les frais de recherche et de développement en compte de résultat représentent le coût net des dépenses de développement qui ne sont pas capitalisées, des dépenses de recherche et des subventions acquises au titre de la recherche et du développement.

NOTE 2 - ACQUISITIONS ET CESSIONS

Wavefield Inseis ASA

En février 2009, les actions Wavefield entrant dans le cadre de l'offre publique obligatoire et de la procédure de retrait obligatoire ont été transférées à CGGVeritas, en contrepartie du paiement de 59,2 millions d'euros. En conséquence, les intérêts minoritaires reconnus en dette financière pour 62 millions d'euros au 31 décembre 2008 ont été annulés. Les 2,8 millions d'euros résiduels ont été classés en autres dettes courantes au 31 mars 2009, et ont été effectivement versés le 17 avril 2009.

L'allocation provisoire du prix d'acquisition réalisée au 31 décembre 2008 a été révisée, entraînant la reconnaissance d'un écart d'acquisition complémentaire de 10 millions d'euros, ce qui porte l'écart d'acquisition total à 18,5 millions d'euros au 31 mars 2009.

Cybernetix

Sercel Holding s'était engagé en novembre 2008 à participer à hauteur de 4 millions d'euros à une augmentation de capital en numéraire réservée de Cybernetix. Cette augmentation de capital a été approuvée lors d'une assemblée générale tenue le 8 janvier 2009, portant la participation de Sercel à 789 480 actions correspondant à 46,10% du capital de Cybernetix et 43,08% des droits de vote.

Cette opération n'a pas conduit Sercel à prendre le contrôle ou assurer la gestion de Cybernetix, raison pour laquelle l'Autorité des Marchés Financiers a accordé préalablement à l'augmentation de capital une dérogation à l'obligation de lancer une offre sur l'intégralité du capital suite au franchissement du seuil de 33,33%. L'augmentation de capital a été réalisée par apport en numéraire de 2 millions d'euros et incorporation en capital d'une avance de trésorerie de 2 millions d'euros qui avait été consentie par Sercel en novembre 2008. Cybernetix est consolidée par mise en équivalence dans les comptes consolidés.

NOTE 3 - TABLEAU DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS – PLANS D'OPTIONS

Au 31 mars 2009, le capital social de la Société se composait de 150 617 709 actions de valeur nominale unitaire de 0,40 €.

Nouveaux plans d'attribution de stock-options et d'actions gratuites sous conditions de performance

Le Conseil d'administration du 16 mars 2009 a décidé de mettre en place un plan d'options de souscription d'actions portant sur 1 002 000 actions attribuées aux cadres dirigeants et autres salariés du groupe. Le prix de souscription a été fixé à 8,82 €. Les options ont une durée de 8 ans. Elles sont acquises par tiers sur les trois premières années du plan. Elles sont exerçables à tout moment.

Dans le cadre de la dix-neuvième résolution de l'assemblée générale mixte du 29 avril 2008, le conseil d'administration de CGGVeritas a décidé le 16 mars 2009 l'attribution d'actions gratuites portant sur un maximum de 516 250 actions à certains mandataires sociaux et salariés désignés par lui.

Enfin, le Conseil d'administration du 16 mars 2009 a décidé d'attribuer :

- 200 000 options de souscription d'actions à Monsieur Robert BRUNCK, Président Directeur Général, et
- 125 000 options de souscription d'actions à Monsieur Thierry LE ROUX, Directeur Général Délégué.

Le prix d'exercice desdites options est de 8,82 €. Les droits aux dites options seront acquis par tiers sur les trois premières années du plan. Cette acquisition par tiers est soumise à des conditions de performance fondées sur la réalisation de l'un des trois objectifs suivants:

- un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action apprécié au regard de l'indice boursier SBF 120,
- un objectif d'évolution du cours de bourse de l'ADS apprécié au regard de l'indice boursier PHLX Oil Services SectorSM (OSXSM),
- un objectif d'indicateur financier d'EBIT, exprimé en US\$ et relié à l'objectif correspondant de la partie variable annuelle de la rémunération des Mandataires Sociaux.

Les autres conditions du plan sont celles du plan général mis en place pour les autres cadres dirigeants et salariés du groupe.

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

	<u>Nombre d'actions émises</u>	<u>Capital social</u>	<u>Primes d'émission et d'apport</u>	<u>Réserves</u>	<u>Titres d'auto- contrôle</u> (montants en millions d'euros)	<u>Résultats directement enregistrés en capitaux propres</u>	<u>Ecarts de conversion</u>	<u>Total capitaux propres — part du Groupe</u>	<u>Intérêts minoritaires</u>	<u>Total capitaux propres</u>
Au 1^{er} janvier 2008	135 903 790	54,9	1 820,0	784,1	(3,9)	(5,1)	(248,4)	2 401,6	24,0	2 425,6
Augmentations de capital	13 363 919	5,3	144,7	(9,6)				140,4		140,4
Résultat net				332,8				332,8	7,2	340,0
Paiements fondés sur des actions				25,1				25,1	(1,4)	23,7
Titres d'autocontrôle					(14,2)			(14,2)		(14,2)
<i>Ecarts actuariels des plans de retraite (1) (a)</i>				0,6				0,6		0,6
<i>Instruments financiers : variation de valeur et transfert en résultat(2) (a)</i>						2,6		2,6		2,6
<i>Variation de l'écart de conversion(3)</i>							72,1	72,1	3,5	75,6
Résultats enregistrés directement en capitaux propres (1) + (2) + (3) :				0,6		2,6	72,1	75,3	3,5	78,8
Variations de périmètres				(0,8)			(0,1)	(0,9)	5,2	4,3
Au 31 décembre 2008	150 617 709	60,2	1 964,7	1 132,2	(18,1)	(2,5)	(176,4)	2 960,1	38,5	2 998,6
Augmentations de capital	-	-						-		-
Résultat net				52,7				52,7	1,3	54,0
Paiements fondés sur des actions				6,9				6,9		6,9
Titres d'autocontrôle					(0,3)			(0,3)		(0,3)
<i>Ecarts actuariels des plans de retraite (1) (a)</i>						(0,1)		(0,1)		(0,1)
<i>Instruments financiers : variation de valeur et transfert en résultat(2) (a)</i>						4,1		4,1		4,1
<i>Variation de l'écart de conversion(3)</i>							110,8	110,8	2,1	112,9
Résultats enregistrés directement en capitaux propres (1) + (2) + (3) :						4,0	110,8	114,8	2,1	116,9
Autres				(0,5)				(0,5)		(0,5)
Au 31 mars 2009	150 617 709	60,2	1 964,7	1 191,3	(18,4)	1,5	(65,6)	3 133,7	41,9	3 175,6

(a) nette d'impôts différés

NOTE 4 - ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITE ET ZONE GEOGRAPHIQUE

L'information financière est présentée par secteur d'activité sur la base du système de reporting interne et de l'information segmentée interne utilisée pour piloter et mesurer la performance au sein du Groupe.

CGG Veritas a organisé ses opérations en deux secteurs d'activité opérationnels : les services géophysiques et les équipements géophysiques.

Le secteur des services géophysiques comprend :

- les contrats « Terrestre » : services d'acquisition terrestre, en zones de transition et en eaux peu profondes, menées par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
- les contrats « Marine » : services d'acquisition marine menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
- les contrats « Multi-clients » : acquisitions de données sismiques menées par le Groupe et vendues à plusieurs clients sur une base non-exclusive ;
- le « Traitement et Imagerie » : services de traitement et d'interprétation de données géophysiques et d'études de réservoir pour des tiers, au travers de centres ouverts (non-exclusifs) ou dédiés (à un client).

Le secteur des Équipements, opéré à travers Sercel Holding SA et ses filiales, est chargé de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités Terrestre et Marine.

Les ventes internes entre les deux secteurs d'activité sont effectuées à des prix proches de ceux du marché et concernent principalement des ventes de matériels effectuées par le secteur équipements géophysiques au secteur Services géophysiques. Les ventes inter-secteurs, le résultat opérationnel en découlant, ainsi que leurs effets sur les investissements et amortissements sont éliminés en consolidation, et présentés dans la colonne « Éliminations et ajustements » dans les tableaux qui suivent.

Le résultat opérationnel présenté inclut des éléments exceptionnels qui sont mentionnés s'ils sont significatifs. Les frais de siège qui couvrent principalement les activités de direction, de financement et d'administration juridique et fiscale sont inclus dans la colonne "Éliminations et ajustements" dans les tableaux qui suivent. Le Groupe ne présente pas d'éléments du résultat financier par secteur d'activité dans la mesure où ces indicateurs ne sont pas suivis par secteur et la gestion des financements et placements est principalement effectuée au niveau de la société-mère.

Les actifs identifiables sont ceux utilisés dans l'activité de chaque secteur d'activité et zone géographique. Les actifs non affectés aux activités et ceux du siège sont relatifs aux actifs financiers et disponibilités.

Les tableaux ci-après présentent le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel et les actifs identifiables par secteur d'activité, ainsi que le chiffre d'affaires par destination et zone géographique.

Analyse par Secteur d'activité

Au 31 mars

	2009 (non audité)				2008 (non audité)			
	Services	Equipements	Eliminations et Ajustements	Total Consolidé	Services	Equipements	Eliminations et Ajustements	Total Consolidé
	(en millions d'euros)				(en millions d'euros)			
Chiffre d'affaires tiers	524,3	124,2	-	648,5	433,3	151,7	-	585,0
Chiffre d'affaires inter activités...	0,4	29,6	(30,0)	-	-	37,0	(37,0)	-
Chiffre d'affaires total	524,7	153,8	(30,0)	648,5	433,3	188,7	(37,0)	585,0
Autres produits des activités ordinaires.....	-	0,8	-	0,8	(0,1)	0,4	-	0,3
Total produits des activités ordinaires	524,7	154,6	(30,0)	649,3	433,2	189,1	(37,0)	585,3
Résultat d'Exploitation	75,3	41,2	(16,2)	100,3	89,1	60,1	(25,9)^(a)	123,3
Résultat des sociétés mises en équivalence.....	0,4	-	-	0,4	2,9	-	-	2,9
Acquisition d'immobilisations (b)	142,8	5,1	(14,5)	133,4	162,8	3,2	(17,5)	148,5
Dotation aux amortissements (c).....	106,2	6,8	(5,1)	107,9	98,8	5,4	(3,5)	100,7
Investissements dans les sociétés mises en équivalence	-	4,0	-	4,0	-	-	-	-
Actifs identifiables	4 729,2	788,6	(327,7)	5 190,1	3 790,0	657,9	(296,6)	4 151,3
Actifs non affectés aux activités..				501,3				292,6
Total des Actifs				5 691,4				4 443,9

(a) y compris des frais de siège s'élevant à 8,8 M€ pour le 1er trimestre 2009 contre 11,2 M€ pour le 1er trimestre 2008.

(b) y compris des acquisitions d'études multi-clients pour un montant de 69,5 M€ pour le 1er trimestre 2009 contre 97,3 M€ pour le 1er trimestre 2008, et des coûts de développement capitalisés pour un montant de 3,3 M€ pour le 1er trimestre 2009 contre 1,3 M€ pour le 1er trimestre 2008 pour le secteur des Services, et des immobilisations acquises en crédit bail pour 22,8 M€ pour le 1^{er} trimestre 2009, aucune pour le 1^{er} trimestre 2008 pour le secteur des Services. Les coûts de développement capitalisés pour le secteur des Equipements s'élèvent à 0,6 M€ pour le 1er trimestre 2009 contre 0,5 M€ pour le 1er trimestre 2008.

(c) y compris l'amortissement d'études multi-clients pour un montant de 40,4 M€ pour le 1er trimestre 2009 contre 52,9 M€ pour le 1er trimestre 2008.

(en millions de US\$) (a)	Pour le trimestre clos le 31 mars 2009				Pour le trimestre clos le 31 mars 2008			
	Services	Equipe- ments	Éliminations et ajustements (b)	Total Consolidé	Services	Equipe- ments	Éliminations et ajustements	Total Consolidé
Chiffre d'affaires tiers	688,2	160,7	2,3	851,2	646,4	226,4	-	872,8
Chiffre d'affaires inter secteurs.....	0,5	40,4	(40,9)	-	-	55,2	(55,2)	-
Chiffre d'affaires total	688,7	201,1	(38,6)	851,2	646,4	281,6	(55,2)	872,8
Autres produits des activités ordinaires.....	-	1,0	-	1,0	(0,1)	0,6	-	0,5
Produits des activités ordinaires	688,7	202,1	(38,6)	852,2	646,3	282,2	(55,2)	873,3
Résultat opérationnel	98,9	54,3	(21,7)	131,5	132,9	89,7	(38,5)	184,1

(a) Les montants en dollar US représentent les montant en Euro convertis au taux moyen de 1,313 US\$ pour 1 euro en 2009 et au taux moyen de 1,492 US\$ pour 1 euro en 2008

(b) Les montants en dollar US pour le secteur équipements correspondent aux chiffres utilisés pour le reporting de gestion, Les écarts de conversion entre le reporting de gestion en dollar US et les états financiers consolidés convertis en dollar US sont reportés dans cette colonne.

Chiffre d'affaires par zone géographique

Les tableaux ci-après présentent les chiffres d'affaires consolidés par destination géographique et leur poids par rapport au chiffre d'affaires consolidé total, respectivement pour chacune des périodes sous revue :

Exceptés les pourcentages, en millions de	Au 31 Mars							
	2009				2008			
	€		US\$ (a)		€		US\$ (a)	
Amérique du nord	129,6	20%	170,1	20%	185,1	32%	276,1	32%
Amérique latine.....	36,1	6%	47,4	6%	34,8	6%	51,9	6%
Europe, Afrique et Moyen Orient	275,1	42%	361,0	42%	213,8	36%	319,1	36%
Asie Pacifique	207,7	32%	272,7	32%	151,3	26%	225,7	26%
Total	648,5	100%	851,2	100%	585,0	100%	872,8	100%

(a) Les montants en dollar US représentent les montant en Euro convertis au taux moyen de 1,313 US\$ pour 1 euro en 2009 et au taux moyen de 1,492 US\$ pour 1 euro en 2008

NOTE 5 – LITIGES

Le 20 octobre 2006, une procédure a été intentée à l'encontre de Sercel Inc., filiale de CGGVeritas devant les juridictions américaines ("United States District Court for the Eastern District of Texas"). Cette action est fondée sur une prétendue contre façon par certains équipements d'acquisition sismique de Sercel incluant des composants MEMS (Micro Electromechanical systems) d'un brevet détenu par le demandeur. Ce dernier demande donc à la juridiction saisie une injonction interdisant à Sercel de fabriquer, utiliser, vendre ou offrir à la vente et importer l'équipement litigieux aux Etats-Unis. De plus, le plaignant demande des dommages et intérêts basés sur la perte de profit de 14 672 261 dollars U.S. plus les intérêts courus d'un montant de 775 254 dollars U.S.. Comme alternative, le plaignant réclame des dommages et intérêts basés sur un niveau de redevances raisonnable à hauteur 6 185 924 dollars U.S. plus les intérêts courus de 374 898 dollars U.S.. Sercel estime ne pas contrefaire le brevet en cause et conteste le bien fondé de ces demandes. Au cours de l'année 2008, la procédure de "discovery" s'est achevée et le tribunal a délivré une opinion quant à l'interprétation des revendications du brevet. Le tribunal a déclaré que trois des sept revendications étaient invalides pour imprécision et qu'une autre revendication n'était pas enfreinte. Une médiation est intervenue le 4 mars 2009 sans aboutir et un jugement doit être rendu en Août 2009. Nous estimons que cette action en justice n'est pas de nature à avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du groupe. En conséquence, il ne fait l'objet d'aucune provision dans les comptes, en dehors des frais inhérents à la préparation de la défense.

NOTE 6 – EVENEMENT POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le 8 avril 2009, un jugement a été rendu en faveur de Arrow Seismic ASA dans le conflit l'opposant à CGGVeritas, suite à la rupture par Arrow Seismic ASA des négociations concernant le contrat de construction d'un navire sismique 3D. CGGVeritas a décidé de ne pas faire appel de cette décision.

Le 22 avril 2009, CGGVeritas Services a exercé l'option d'achat dont elle bénéficiait sur les navires *Fohn* et *Harmattan* dans le cadre des contrats d'affrètement à temps, pour un montant de 0,75 million de dollars U.S (0,6 millions d'euros) pour chaque navire.

PARTIE 2: PRESENTATION ET ANALYSE DU CONTEXTE ET DES RESULTATS DES OPERATIONS

Organisation du Groupe

L'information financière est présentée par secteur d'activité sur la base du système de reporting interne et de l'information segmentée interne utilisée pour piloter et mesurer la performance au sein du Groupe.

CGG Veritas a organisé ses opérations en deux secteurs d'activité opérationnels : les services géophysiques et les équipements géophysiques.

Le secteur des services géophysiques comprend :

- les contrats « Terrestre » : services d'acquisition terrestre, en zones de transition et en eaux peu profondes, menées par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
- les contrats « Marine » : services d'acquisition marine menés par le Groupe pour le compte d'un client spécifique ;
- les contrats « Multi-clients » : acquisitions de données sismiques menées par le Groupe et vendues à plusieurs clients sur une base non-exclusive ;
- le « Traitement et Imagerie » : services de traitement et d'interprétation de données géophysiques et d'études de réservoir pour des tiers, au travers de centres ouverts (non-exclusifs) ou dédiés (à un client).

Le secteur des Équipements, opéré à travers Sercel Holding SA et ses filiales, est chargé de la fabrication et de la commercialisation des matériels et des équipements sismiques d'acquisition de données, pour les activités Terrestre et Marine.

Facteurs affectant les résultats des opérations

Environnement de marché des activités géophysiques

La demande globale des services géophysiques est dépendante des dépenses des sociétés pétrolières et gazières en matière d'exploration, de production, de développement et de gestion des champs pétroliers. Nous estimons que le montant des dépenses de ces sociétés dépend de l'estimation qu'elles font de leur capacité à fournir le marché du pétrole et du gaz de manière efficiente à l'avenir, et de la balance actuelle de l'offre et de la demande d'hydrocarbures.

Le marché de l'activité géophysique a été historiquement cyclique, avec notamment une brutale récession en 1999, faisant suite à une forte baisse du prix du baril de pétrole à un prix inférieur à 10 US\$ par baril. Nous pensons que plusieurs facteurs contribuent à la volatilité du marché, comme les incertitudes géopolitiques qui peuvent durablement affecter la confiance et la visibilité de ses clients, essentielles dans leur processus d'investissements à long terme, les prévisions à moyen-long terme concernant l'offre et la demande de pétrole et de gaz.

Se référer au Document de Référence 2008 « Chapitre XI – Perspectives » déposé auprès de l'AMF le 22 avril 2009.

Fluctuations des monnaies étrangères

Le Groupe réalise une partie substantielle de son chiffre d'affaires à l'international, et se trouve, dans ces conditions, exposé aux risques de variations des cours des devises étrangères.

Afin de présenter les tendances de l'activité qui peuvent être altérées par des variations de cours des devises, certains chiffres en euros ont été convertis en dollars U.S. dans cette Présentation et Analyse du Contexte et des Résultats des Opérations. Pour plus d'informations, voir paragraphe « Informations conjoncturelles – Variation du cours des devises ».

Sauf indication particulière, les informations bilantielles exprimées en dollars US sont converties de l'euro au dollar US en utilisant le taux en vigueur à la date de clôture, et les informations du compte de résultat exprimées en dollars US sont converties de l'euro au dollar en utilisant le taux moyen de la période concernée. Les taux de change au 31 décembre 2008 et au 31 mars 2009 étaient respectivement de 1,3917US\$ pour 1 € et 1,331US\$ pour 1 €, et les taux moyens pour le 1^{er} trimestre 2008 et le 1^{er} trimestre 2009 étaient respectivement de 1,492US\$ pour 1€ et de 1,313US\$ pour 1€.

Acquisitions et cessions

Wavefield Inseis

Le 25 novembre 2008, CGGVeritas SA a lancé une offre publique d'échange en actions en vue d'acquérir 100% du capital de Wavefield Inseis ASA (ci-après "Wavefield"). Dans le cadre de cette offre, les actionnaires de Wavefield se sont vus proposer 1 action nouvelle de CGGVeritas pour 7 actions de Wavefield. Le nombre total de titres Wavefield apportés à l'offre s'est élevé à 90 480 237, représentant 69,9% du capital de Wavefield. En rémunération, CGGVeritas a émis, le 18 décembre 2008, 12 925 749 actions nouvelles. La juste valeur de ces titres émis s'élève à 139,0 millions d'euros.

Le 30 décembre 2008, CGGVeritas SA a lancé une offre publique obligatoire sur les 38 903 024 actions de Wavefield (soit 30,1% du capital) qu'elle ne détenait pas ainsi que sur les 2 892 875 actions qui pourraient résulter de l'exercice de stock-options. Le prix de l'offre calculé conformément aux dispositions du chapitre VI du Norwegian Securities Trading Act est de 15,17 NOK par action et à acquitter en numéraire. A l'issue de l'offre publique obligatoire close le 27 janvier 2009 sur les 38 903 024 actions de Wavefield (soit 30,1% du capital), CGGVeritas SA a pu acquérir 37 043 013 actions Wavefield supplémentaires pour détenir au total 98,6% du capital. CGGVeritas a dès lors décidé le lancement d'une offre publique de retrait obligatoire sur le solde des titres Wavefield restant en circulation au prix de 15,17 NOK par action à acquitter en numéraire. CGGVeritas détient désormais 100% du capital de Wavefield. Wavefield a été radiée de la cote de la bourse d'Oslo le 16 février 2009.

Le coût total de cette acquisition y compris les 30,1% acquis en février 2009 s'est élevé à 206,6 M€ (287,6 M\$). Les coûts de transaction directs liés à l'acquisition (correspondant aux honoraires des consultants et frais légaux) se sont élevés à 5,5 millions d'euros et ont été reconnus en coût d'acquisition.

Cybernetix

Sercel Holding s'était engagé en novembre 2008 à participer à hauteur de 4 millions d'euros à une augmentation de capital en numéraire réservée de Cybernetix. Cette augmentation de capital a été approuvée lors d'une assemblée générale tenue le 8 janvier 2009, portant la participation de Sercel à 789 480 actions correspondant à 46,10% du capital de Cybernetix et 43,08% des droits de vote. Cette opération n'a pas conduit Sercel à prendre le contrôle ou assurer la gestion de Cybernetix, raison pour laquelle l'Autorité des Marchés Financiers a accordé préalablement à l'augmentation de capital une dérogation à l'obligation de lancer une offre sur l'intégralité du capital suite au franchissement du seuil de 33,33%. L'augmentation de capital a été réalisée par apport en numéraire de 2 millions d'euros et incorporation en capital d'une avance de trésorerie de 2 millions d'euros qui avait été consentie par Sercel en novembre 2008.

Navires sismiques

Le 22 avril 2009, CGGVeritas Services a exercé son option d'achat sur les navires *Fohn* et *Harmattan* dans le cadre des contrats d'affrètement à temps. La valeur d'achat de chacun de ces navires s'est élevée à 0,75 million de dollar US (0,6 million d'euros).

Nouveaux plans d'attribution de stock options et d'actions gratuites sous condition de performance

Le Conseil d'administration du 16 mars 2009 a décidé de mettre en place un plan d'options de souscription d'actions portant sur 1 002 000 actions attribuées aux cadres dirigeants et autres salariés du groupe. Le prix de souscription a été fixé à 8,82 €. Les options ont une durée de 8 ans. Elles sont acquises par tiers sur les trois premières années du plan. Elles sont exerçables à tout moment.

Dans le cadre de la dix-neuvième résolution de l'assemblée générale mixte du 29 avril 2008, le conseil d'administration de CGGVeritas a décidé le 16 mars 2009 l'attribution d'actions gratuites portant sur un maximum de 516 250 actions à certains mandataires sociaux et salariés désignés par lui.

Enfin, le Conseil d'administration du 16 mars 2009 a décidé d'attribuer :

- 200 000 options de souscription d'actions à Monsieur Robert BRUNCK, Président Directeur Général, et
- 125 000 options de souscription d'actions à Monsieur Thierry LE ROUX, Directeur Général Délégué.

Le prix d'exercice desdites options est de 8,82 €. Les droits aux dites options seront acquis par tiers sur les trois premières années du plan. Cette acquisition par tiers est soumise à des conditions de performance fondées sur la réalisation de l'un des trois objectifs suivants:

- un objectif d'évolution du cours de bourse de l'action apprécié au regard de l'indice boursier SBF 120,
- un objectif d'évolution du cours de bourse de l'ADS apprécié au regard de l'indice boursier PHLX Oil Services SectorSM (OSXSM),
- un objectif d'indicateur financier d'EBIT, exprimé en US\$ et relié à l'objectif correspondant de la partie variable annuelle de la rémunération des Mandataires Sociaux.

Les autres conditions du plan sont celles du plan général mis en place pour les autres cadres dirigeants et salariés du groupe.

Carnet de commandes

Le carnet de commandes du Groupe au 1^{er} mai 2009 s'élevait à 1,4 Mds de dollar US.

Les contrats de services peuvent occasionnellement être modifiés par consentement mutuel, et dans certains cas peuvent être annulés par le client avec un préavis très court et sans pénalité. En conséquence, le carnet de commande à une date donnée peut ne pas représenter le résultat opérationnel réel d'une période à venir.

Comparaison entre le 1er trimestre 2009 et le 1er trimestre 2008

Chiffre d'affaires

Le tableau ci-après présente les chiffres d'affaires consolidés par Lignes de produit et leur poids par rapport au chiffre d'affaires consolidé total, respectivement pour chacune des périodes sous revue :

	1er trimestre					
	2009			2008		
	€	US\$ (a)		€	US\$ (a)	
Exceptés les pourcentages, en millions de						
Terrestre	109,9	144,2	17%	129,8	193,6	22%
Marine	337,4	442,9	52%	238,2	355,0	41%
Traitement et Imagerie	77,1	101,2	12%	65,3	97,8	11%
Total Services	524,3	688,3	81%	433,3	646,4	74%
Equipements	124,1	162,9	19%	151,7	226,4	26%
Total.....	648,5	851,2	100%	585,0	872,8	100%

(a) Les montants en dollar US représentent les montants en Euro convertis au taux moyen de 1,313 US\$ pour 1 euro en 2009 et au taux moyen de 1,492 US\$ pour 1 euro en 2008

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe du 1er trimestre 2009 s'est élevé à 648,5 M€, en augmentation de 11% par rapport à celui de la période 2008 comparable, soit 585,0 M€. Exprimé en dollar US, le chiffre d'affaires consolidé trimestriel du Groupe a diminué de 2% d'une année sur l'autre, en passant de 872,8 M\$ au 1er trimestre 2008 à 851,2 M\$ au 1er trimestre 2009. Les ventes de Sercel ont diminué comme attendu et les après-ventes de données multi-clients ont été particulièrement faibles. La performance opérationnelle de l'activité Marine, avec l'arrivée des navires de Wavefield et un fort taux d'utilisation des navires, a été élevée.

Services

Le chiffre d'affaires des Services (à l'exclusion des ventes intra-groupe) a augmenté de 21% au 1er trimestre 2009 à 524,3 M€ par rapport à celui de la période comparable en 2008, soit 433,3 M€, ce qui représente une augmentation de 7% en US\$ principalement due à la variation de périmètre liée à l'acquisition de Wavefield en décembre 2008.

Marine

Le chiffre d'affaires de l'activité Marine s'est élevé au 1er trimestre 2009 à 337,4 M€, en augmentation de 42% par rapport à celui de la période 2008 comparable, soit 238,2 M€ (l'augmentation en US\$ étant de 25%).

Les revenus des contrats Marine s'élevèrent à 284,0 M€ au 1er trimestre 2009, soit une augmentation de 78% par rapport à la période 2008 comparable, soit 159,2 M€ (l'augmentation en US\$ étant de 58%), principalement due à l'entrée des navires Wavefield au sein de notre flotte en décembre 2008, et à un mouvement du marché vers l'activité de contrats Marine. Au cours du 1^{er} trimestre 2009, 82% de notre flotte 3D haut de gamme étaient dédiés aux contrats exclusifs contre 66% lors de la période comparable de 2008. Au cours du 1^{er} trimestre 2009, les taux de disponibilité et de production des navires étaient respectivement de 93% et 89%. Les revenus des contrats Marine représentent 84% des ventes de l'activité Marine au 1er trimestre 2009, contre 67% au 1er trimestre 2008.

Les revenus des librairies de données multi-clients marine ont diminué de 32% à 53,4 M€ au 1er trimestre 2009, par rapport à la période 2008 comparable, soit 79,1 M€ (la diminution en US\$ étant de 41%). Cette diminution due à une réduction générale de la demande, et à une chute marquée des après-ventes en particulier. Deux navires étaient respectivement dans le Golfe du Mexique pour finaliser l'étude « Wide Azimuth » Garden Banks et au Brésil pour le démarrage de l'extension de notre étude du bassin de Santos proche de la découverte du gisement de Tupi. Les préfinancements, avec un taux de préfinancement de 74% et en diminution de 20%, s'élevaient à 42,1 M€ au 1^{er} trimestre 2009 contre 52,5 M€ pour la période comparable 2009. Les après-ventes, en baisse de 58%, s'élevaient à 11,3 M€ au 1^{er} trimestre 2009 comparé à 26,6 M€ en 2008 avec globalement une faible activité liée à la baisse des dépenses d'exploration dans l'industrie du gaz et du pétrole, conséquence des conditions économiques.

Terrestre

Le chiffre d'affaires de l'activité Terrestre s'est élevé au 1er trimestre 2009 à 109,9 M€, en baisse de 15% par rapport à celui de la période 2008 comparable, soit 129,8 M€ (la baisse en US\$ étant de 26%).

Les revenus des contrats Terrestre ont diminué de 3% à 100,7 M€ au 1er trimestre 2009, à comparer avec un montant de 103,4 M€ pour la période 2008 comparable (la baisse en US\$ étant de 14%). 17 équipes ont opéré au cours du 1^{er} trimestre 2009 contre 25 au 1^{er} trimestre 2008 compte tenu de la réduction de la demande en Amérique du Nord. Les revenus des contrats représentent 92% des revenus de l'activité Terrestre au 1er trimestre 2009, et 80% pour la période 2008 comparable.

Les préfinancements de la librairie des données multi-clients terrestre ont diminué de 63% à 3,5 M€ pour le 1er trimestre 2009, par rapport à la période 2008 comparable, soit 9,4 M€ (la diminution en US\$ étant de 68%), avec un taux de préfinancement de 27%. Les après-ventes, en retrait de 68%, étaient de 5,7 M€ au 1^{er} trimestre 2009 comparé à 17,0 M€ pour la période comparable 2008 (la diminution en US\$ étant de 70%) avec une activité particulièrement faible en Amérique du Nord résultant des réductions de dépenses spécifiques dues à la baisse du prix du gaz.

Traitement et Imagerie

Le chiffre d'affaires du Traitement et Imagerie a augmenté de 18% au 1er trimestre 2009 à 77,1 M€ contre 65,3 M€ sur la période 2008 comparable, et augmenté de 4% en dollars grâce à une demande toujours forte pour nos technologies de traitement profondeur de haut de gamme.

Equipements

Le chiffre d'affaires du secteur Equipements, en baisse de 18%, s'est élevé au 1er trimestre 2009 à 153,8 M€, comparé à 188,7 M€ pour la période comparable 2008. En dollars US, le chiffre d'affaires a diminué de 28% à 201,1 MUS\$ au 1^{er} trimestre 2009 comparé à 281,6 MUS\$ pour la période 2009 comparable. Bien que les ventes d'équipements terrestres demeurent stables dans un environnement plus difficile avec une pénétration de marché accrue de notre système d'enregistrement 428 XL, la demande en produits marine a chuté fortement avec le très faible niveau de livraison de navires sismiques comparé au niveau record enregistré l'année précédente et dans un marché marine en surcapacité.

Le chiffre d'affaires (à l'exclusion des ventes intra-groupe) a diminué d'une année sur l'autre de 18%, en passant de 151,7 M€ sur le 1^{er} trimestre 2008 à 124,2 M€ au 1^{er} trimestre 2009 (en diminution de 29% en US\$).

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation, y compris les amortissements et dépréciations, sont en augmentation de 18% à 454,0 M€ au 1er trimestre 2009 par rapport à la période comparable de 2008. Exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les charges d'exploitation s'élevaient à 70% au 1^{er} trimestre 2009, comparé à 66% pour la période comparable 2008 principalement en raison de la baisse d'activité du secteur Equipement. La marge brute d'exploitation a diminué de 2% à

195,3 M€ au 1er trimestre 2009 comparé à 200,4 M€ au 1^{er} trimestre 2008, représentant respectivement 30% et 34% du chiffre d'affaires consolidé.

Les dépenses de recherche et de développement, ont diminué de 2%, s'élevant au 1er trimestre 2009 à 16,1 M€ correspondant à 2,5% du chiffre d'affaires trimestriel, alors qu'elles s'élevaient à 16,4 M€ au 1er trimestre 2008, soit 2,8% du chiffre d'affaires trimestriel.

Les dépenses commerciales, administratives et générales, à l'exclusion du coût des stock-options et d'attribution d'actions gratuites sous conditions de performance, se sont élevées au 1er trimestre 2009 à 59,8 M€, en augmentation de 5% à 57,0 M€ par rapport au niveau atteint sur la période 2008 comparable, principalement due à une parité moyenne US\$/€ plus élevée. De plus, le coût des stock-options et d'attribution des actions gratuites sous condition de performance s'est élevé à 6,9 M€ au trimestre clos le 31 mars 2009, par rapport à 5,8 M€ pour la période 2007.

Exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires consolidé, les dépenses commerciales, administratives et générales se sont élevées à 10% au 1^{er} trimestre 2009, comparé à 11% au 1^{er} trimestre 2008.

Les autres charges d'exploitation se sont élevées à 12,1 M€ au 1er trimestre 2009 principalement due à l'effet défavorable des contrats de couverture de change. Les autres produits étaient de 2,2 M€ au 1er trimestre 2008 et comprenaient principalement des gains sur les contrats de couverture de change.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation au 1er trimestre 2009 a baissé de 19% à 100,3 M€ contre 123,3 M€ pour la période 2008 comparable (soit une diminution de 29% en US\$) pour les raisons décrites plus haut.

Le résultat d'exploitation des Services au 1er trimestre 2009 a diminué de 15% à 75,3 M€, à comparer à un résultat de 89,1 M€ pour la période 2008 comparable (soit une diminution de 26% en US\$).

Le résultat d'exploitation des Equipements au 1er trimestre 2009 a diminué de 30% à 41,2 M€, à comparer à un résultat de 60,1 M€ pour la période 2008 comparable (soit une diminution de 39% en US\$).

Résultat financier et charges financières

Le coût net de l'endettement financier s'est élevé à 26,1 M€ au 1er trimestre 2009, alors qu'il était de 22,9 M€ au 1^{er} trimestre 2008, soit une augmentation de 14% (et est resté stable en US\$). Cette diminution s'explique principalement par une parité moyenne US\$/€ plus élevée sur notre dette financière.

Les autres produits financiers au 1^{er} trimestre 2009 s'élevaient à 2,4 M€, à comparer à une perte de 1,2 M€ sur la période 2008 comparable, en raison de variation de change.

Impôts

Les charges d'impôts se sont élevées à 22,9 M€ au 1^{er} trimestre 2009 contre 38,1 M€ sur le 1^{er} trimestre 2008. Le taux d'impôt effectif au 1er trimestre 2009 s'élevait à 30% contre 38% pour la période comparable en 2008.

Sociétés mises en équivalence

Le résultat des sociétés mises en équivalence est en retrait à 0,4 M€ au 1er trimestre 2009 contre 2,9 M€ au 1^{er} trimestre 2008. Il correspond essentiellement à nos parts dans le résultat d'Argas, la joint venture du Groupe en Arabie Saoudite.

Résultat net

Le résultat net au 1^{er} trimestre 2009 était de 54,0 M€ à comparer à un résultat net de 64,0 M€ sur la période comparable en 2008, résultant de l'ensemble des facteurs présentés ci-avant.

Ressources et besoins financiers

Nos principaux besoins financiers sont liés au financement des opérations d'exploitation courantes, des investissements industriels (plus particulièrement réparations et améliorations de nos navires sismiques), des investissements dans les études multi-clients, et des opérations d'acquisition (comme Veritas en 2007 et Wavefield plus récemment).

Nous prévoyons de financer nos besoins en capitaux avec la trésorerie provenant des opérations, nos emprunts et facilités de crédit renouvelables américains et français. Nos facilités de crédit consistent en un crédit senior Term Loan B (803 MUS\$

au 31 mars 2009) à échéance de 7 ans, et une ligne de crédit renouvelable US (135 MUS\$ au 31 mars 2009) à échéance de 5 ans. Le crédit bancaire français consiste en une ligne de crédit renouvelable senior de 153 MUS\$ à échéance de 5 ans.

Nous pensons que nous ne sommes pas sujet à des contraintes de liquidité à court terme étant donné notre trésorerie disponible au 31 mars 2009, notre capacité et nos perspectives de génération de trésorerie, et nos échéances à moyen-terme de remboursement des dettes financières.

Exploitation

L'excédent de trésorerie issu des opérations d'exploitation est de 93,4 M€ au 1^{er} trimestre 2009 comparé à 177,2 M€ au 1^{er} trimestre 2008.

L'excédent de trésorerie issu des opérations d'exploitation, avant variation du besoin en fonds de roulement, s'est élevé à 183,1 M€ à rapporter à 218,6 M€ pour la période 2008 comparable. La variation du besoin en fonds de roulement sur le 1^{er} trimestre 2009 a eu un effet négatif de 89,7 M€ contre 41,4 M€ sur la période 2008 comparable notamment en raison du changement de périmètre.

Investissement

Le flux de trésorerie affecté aux investissements est de 169,5 M€ au 1^{er} trimestre 2009 comparé à 142,9 M€ pour la période 2008 comparable.

Au cours du 1^{er} trimestre 2009, 40,6 M€ ont été consacrés aux investissements industriels, correspondant principalement à la livraison en janvier 2009 du navire sismique *Geowave Voyager* et à l'équipement de streamers comparé à 97,3 M€ au 1^{er} trimestre 2008.

Il a également été investi 69,5 M€ dans la bibliothèque d'études multi-clients principalement dans le Golfe du Mexique et au Brésil, comparé à 97,3 M€ pour la période comparable de 2008. Au 31 mars 2009, la valeur nette comptable de la bibliothèque d'études multi-clients s'élevait à 584,8 M€, à comparer avec une valeur nette comptable de 535,6 M€ au 31 décembre 2008.

Au cours du 1^{er} trimestre 2009, les 30% d'actions Wavefield résiduelles entrant dans le cadre de l'offre publique obligatoire et de la procédure de retrait obligatoire ont été transférées à CGGVeritas, en contrepartie du paiement de 59,5 millions d'euros.

Financement

Au 1^{er} trimestre 2009, les flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement se sont élevés à 41,8 M€ à comparer à 38,6 M€ pour la période 2008 comparable. Dans le cadre de l'avenant à nos conventions de crédit signé en Décembre 2008, 25 MUS\$ de notre facilité de crédit senior ont été remboursés au cours du premier trimestre 2009.

Dettes nettes

La dette nette au 31 mars 2009 s'élevait à 1.140,1 M€ contre 1.029,1 M€ au 31 décembre 2008.

Le ratio dette nette/capitaux propres est de 36,4% au 1^{er} trimestre 2009 et de 34,8% pour le 31 décembre 2008.

La dette nette comprend les concours bancaires, la part à court terme des dettes financières, les dettes financières à long terme, les intérêts courus non échus, moins les disponibilités et valeurs mobilières de placement. La dette nette est présentée comme une information complémentaire car certains investisseurs estiment que présenter la dette nette des disponibilités fournit une meilleure appréciation du risque d'endettement financier. Toutefois, d'autres sociétés peuvent présenter leur dette nette différemment. La dette nette ne mesure pas la performance financière en IFRS et ne doit pas être considérée comme une alternative à d'autres mesures de performances présentées en IFRS.

Le tableau suivant présente les différents éléments de la dette nette aux 31 mars 2009 et 31 décembre 2008 :

(en millions de €)	31 mars 2009	31 décembre 2008
Concours bancaires court terme.....	9,8	8,2
Dettes financières – part court terme	183,1	241,5
Dettes financières long terme.....	1 365,3	1 296,3
Moins disponibilités et titres de placement court terme.....	(418,1)	(516,9)
Dettes nettes.....	1 140,1	1 029,1

Pour une description plus détaillée de nos activités de financement, voir «Ressources Financières» dans notre Rapport Annuel pour l'exercice clos le 31 décembre 2008.

EBITDAS

L'EBITDAS s'est élevé au cours des trois premiers mois clos le 31 mars 2009 à 215,2 M€ contre 229,8 M€ pour la période 2008, représentant respectivement 33% et 39% du chiffre d'affaires.

L'EBITDAS est défini comme le résultat net avant charges financières taxes, dépréciations, amortissements et coût des paiements en actions aux salariés et dirigeants. Le coût des paiements en actions inclut le coût des stock-options et des attributions d'actions gratuites.

L'EBITDAS est présenté comme une information complémentaire car c'est un agrégat utilisé par certains investisseurs pour déterminer les flux liés à l'exploitation et la capacité à rembourser le service de la dette et à financer les investissements nécessaires. Toutefois, d'autres sociétés peuvent présenter leur EBITDAS différemment. L'EBITDAS ne mesure pas la performance financière en IFRS ou en U.S. GAAP et ne doit pas être considérée comme une alternative aux Flux de trésorerie provenant de l'exploitation, ni à d'autres mesures de liquidité, ni à une alternative au résultat net comme indicateur de notre performance opérationnelle ou d'autres mesures de performance présentées en IFRS ou en U.S. GAAP.

Le tableau ci-après présente une réconciliation de l'EBITDAS avec les Flux de trésorerie provenant de l'exploitation du tableau de financement, pour chaque période mentionnée :

<u>(en millions de €)</u>	31 mars	
	2009	2008
EBITDAS	215,2	229,8
Autres produits (charges) financiers	2,4	(1,2)
Augmentation (diminution) des provisions	(3,7)	(0,9)
(Plus) et moins values de cessions d'actif	1,3	1,4
Dividendes reçus	-	1,1
Autres éléments sans impact sur les flux de trésorerie	3,9	1,8
Impôt décaissé	(36,0)	(13,4)
- (augmentation) diminution des clients et comptes rattachés	(6,6)	(27,1)
- (augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	13,3	(5,1)
- (augmentation) diminution des autres actifs circulants	(13,9)	2,2
- augmentation (diminution) des fournisseurs et comptes rattachés	(41,9)	3,9
- augmentation (diminution) des autres passifs circulants	(29,9)	5,7
- impact du change sur les actifs et passifs financiers	(10,7)	(9,6)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation	93,4	177,2

Obligations contractuelles

Le tableau suivant présente pour les exercices à venir les paiements futurs relatifs aux obligations et engagements contractuels au 31 mars 2009 :

<u>(en millions de €)</u>	Paiements dus par période				
	Moins d'un an	2-3 ans	4-5 ans	Après 5 ans	Total
Dettes à long terme	123,3	45,8	23,7	1 183,6	1 376,4
Obligations issues des crédits-baux (non actualisées)	36,1	85,5	30,5	7,9	160,0
Obligations issues des locations simples	159,5	221,6	171,7	212,9	765,7
Autres obligations à long terme (intérêts obligataires)	53,2	106,3	106,3	126,3	392,1
Total Obligations contractuelles	372,1	459,2	332,2	1 530,7	2 694,3

Rapprochement de l'EBITDAS avec les US GAAP

Principales différences entre les IFRS et les US GAAP sur l'EBITDAS

Plan de retraite

Conformément à l'exemption offerte par la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS », CGGVeritas a retenu l'option de présenter les écarts actuariels non comptabilisés au 1^{er} janvier 2004 dans les capitaux propres. Selon le référentiel US GAAP, cette exemption n'est pas applicable, ce qui génère une différence provenant de l'amortissement des écarts actuariels comptabilisé dans le compte de résultat.

Selon le référentiel IFRS, en conformité avec "IAS 19 – révisée", les écarts actuariels sont reconnus dans l'état du compte de résultat étendu.

Selon le référentiel US GAAP, le Groupe applique FAS 158 "Employers' Accounting for Defined Benefit Pension and Other Postretirement Plan, an amendment of FASB Statements No. 87, 88, 106, and 132(R)", applicable pour les exercices clos à compter du 15 décembre 2006.

Les gains et les pertes sont amortis sur la période résiduelle d'emploi au cours de laquelle les avantages seront perçus, et sont reconnus dans le compte de résultat.

Coûts de développement

Selon le référentiel IFRS, les dépenses de développement doivent être inscrites à l'actif, en immobilisations incorporelles à condition qu'elles répondent aux critères suivants :

- le projet est clairement identifié et les coûts qui s'y rapportent sont individualisés et suivis de façon fiable ;
- la faisabilité technique du projet est démontrée ;
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles.

Selon les normes US GAAP, toutes les dépenses de recherche et développement sont enregistrées en charges de l'exercice auquel elles se rapportent.

Instruments financiers

Selon le référentiel IFRS, les contrats à long terme dans des monnaies étrangères ne sont pas réputés contenir des dérivés incorporés si ces contrats sont communément désignés dans une même monnaie étrangère au sein du secteur d'activité.

Selon les normes US GAAP, une telle exception n'existe pas et les instruments dérivés sur des contrats à long terme dans des monnaies étrangères, ainsi que les produits et charges constatés avec des partenaires dont la devise n'est pas le dollar US, sont comptabilisés au taux de change négocié en début de contrat. La variation de la valeur de marché des instruments dérivés sur des contrats de change est comptabilisée dans le compte de résultat.

Rapprochement de l'EBITDAS avec les US GAAP

Données historiques	<u>31 mars</u> <u>2009</u> <u>(non audité)</u>	<u>31 mars</u> <u>2008</u> <u>(non audité)</u>
(en millions d'euros)		
EBITDAS	215,2	229,8
Effets des écarts actuariels sur les plans de retraite	(0,1)	(0,2)
Annulation des frais de développement capitalisés IFRS	(3,8)	(1,8)
Instruments dérivés et opérations de couverture	(1,5)	16,6
EBITDAS selon les US GAAP	209,8	244,4

Informations conjoncturelles

Variation du cours des devises

Certaines variations du résultat opérationnel présentées dans cette section en dollars américains résultent de conversions de résultats réalisés en euros au taux moyen pour la période concernée. Nous attirons votre attention sur le fait que, alors même que la plupart de notre chiffre d'affaires est libellé en dollars U.S., la société étant française, celle-ci présente ses comptes consolidés en euros. Les données converties sont présentées à titre d'information afin de vous permettre de mieux comprendre nos résultats d'exploitation mais ne sont pas incluses dans nos comptes consolidés et ne sont pas révélatrices des variations dans nos résultats opérationnels actuels ou attendus.

Le Groupe réalise la majeure partie de son chiffre d'affaires à l'étranger et se trouve de ce fait exposé aux risques liés aux variations des cours de change. Plus de 80 % du chiffre d'affaires en 2006, en 2007 et en 2008 ainsi que plus des deux tiers des charges ont été libellés en devises étrangères, principalement le dollar U.S. et, dans une moindre mesure, d'autres monnaies occidentales telles que le dollar canadien, le real brésilien, le dollar australien, la livre sterling et la couronne norvégienne. En outre, une partie importante du chiffre d'affaires facturé en euros se rapporte à des contrats dont l'environnement économique et commercial est régi par le dollar, cette devise étant très largement la monnaie de référence utilisée dans les appels d'offres dans les industries du gaz et du pétrole.

Une variation du cours de change de l'euro par rapport aux autres devises, particulièrement le dollar U.S., a eu et devrait continuer d'avoir dans l'avenir un effet très significatif sur le résultat opérationnel du Groupe. En l'espèce, dès lors que la plupart des contrats passés par le Groupe sont libellés en dollars U.S., une dépréciation du dollar U.S. par rapport à l'euro rend le Groupe moins compétitif que ses concurrents dont les charges sont libellées en dollars. En termes financiers, cette dépréciation affecte négativement le résultat opérationnel publié par le Groupe, les résultats en dollars figurant en effet pour une valeur inférieure une fois convertis en euros. Une appréciation du dollar US par rapport à l'euro a l'effet opposé. En conséquence, les ventes et le chiffre d'affaires du Groupe sont soumis aux effets des variations de la valeur de l'euro par rapport au dollar US. En outre, notre exposition aux variations du taux de change euro/dollar US a considérablement augmenté ces dernières années à cause de l'augmentation des ventes hors de l'Europe. Sur la base du niveau d'activité constaté en 2008, et selon le portefeuille de devises actuel du Groupe, une variation de 10 cent du dollar américain par rapport à l'euro aurait un impact d'environ 50 millions de dollars sur la contre-valeur en dollar du résultat d'exploitation.

Afin de limiter cette exposition, le Groupe s'efforce d'équilibrer le chiffre d'affaires et les dépenses en devises afin de minimiser l'impact net des créances et des dettes libellées en devises. Cependant, durant les cinq dernières années les dépenses libellées en dollar U.S. n'ont pas le égalé le chiffre d'affaires libellé en dollar U.S. en raison de l'existence de coûts de personnel libellés en euros. En vue d'équilibrer davantage les créances et les dettes libellées en devises, le Groupe son endettement en dollar U.S.

Le Groupe conclut également divers contrats pour couvrir les risques de change sur ses activités futures : contrat de ventes à terme. Il mène notamment une politique de vente à terme de dollars en fonction des excédents futurs escomptés dans cette devise et relatifs au carnet de commandes. Le taux de couverture moyen US\$/€ des contrats de ventes à termes était de pour le 1,397 1^{er} trimestre 2009, comparé à 1,465 pour le 1^{er} trimestre 2008.

Le Groupe a pour politique de ne pas conclure de contrats de change à terme à des fins spéculatives.

Principaux facteurs de risques susceptibles d'affecter le Groupe au 31 mars 2009

Les principaux facteurs de risques auxquels le Groupe est sujet sont détaillés dans le Chapitre IV du Document de Référence déposé auprès de l'AMF le 22 avril 2009 et le rapport annuel 20-F déposé auprès de la SEC le 22 avril 2009.

Les rapports annuels sont disponibles sur le site internet www.cggveritas.com, ainsi que sur le site SEC www.sec.gov et AMF www.amf-france.org.

PARTIE 3: CONTROLES ET PROCEDURES

Il n'y a eu aucun changement dans notre contrôle interne sur le reporting financier durant la période couverte par ce rapport qui aurait affecté matériellement ou qui pourrait affecter matériellement notre contrôle interne sur le reporting financier.